

DYNAMIQUE DE LA DECOHÉSION SOCIALE FACE AUX CRISES MULTIDIMENSIONNELLES DANS LA PROVINCE DU LAC- TCHAD

* ABDEL-AZIZ Moussa Issa, MAMADOU Gana Boukar et MAHAMAT
ALI Brahim

Département de Géographie, Université de N'Djamena

* aziz201076@hotmail.fr et moussaissabdel@gmail.com

Résumé

Les variabilités climatiques, la raréfaction des ressources et les violences perpétrées par les djihadistes de Boko Haram sont des facteurs aggravants les tensions sociales dans le bassin du Lac Tchad. La présente étude se propose d'analyser la fragilisation de la cohésion sociale face aux crises multidimensionnelles dans la province du lac-Tchad. Les recherches documentaires sont complétées par les données primaires collectées auprès de 450 acteurs. Le traitement de ces données qualitatives et quantitatives se décline en résultats sous formes de cartes, tableaux, figures et photos. La détérioration des liens sociaux résulte de plusieurs facteurs dont les principaux sont la forte explosion démographique, les effets des crises climatiques, les violences répétées de Boko Haram, l'injustice, ainsi que l'absence des opportunités économiques. S'ajoutent à cela les pressions faites sur les ressources naturelles et les soupçons qui naissent du fait que certaines familles où leurs enfants se trouvent au rang de Boko Haram peu importe s'ils sont enrôlés de leur gré et/ou de force. Cependant, la province du Lac compte 229 sites de déplacés dont le seul site de Dar Es-Salaam couvre une superficie de 232 ha, abritant 18794 réfugiés. Mamdi, Kaya et Foulï ont enregistré plus de 33 villages abandonnés par leurs communautés. Néanmoins, l'analyse indique que les 51,32% des conflits proviennent des fonciers agricoles, 21,81% de destruction des cultures, 19,16% de pâturages et 7,71% de l'eau. Néanmoins, les 56% des conflits sont gérés par les autorités traditionnelles, 25% à l'amiable, 14% par le comité de médiation et 5% les autorités modernes.

Mots Clés : *Dynamique, décohésion sociale, crises multidimensionnelles, province, lac-Tchad*

Dynamics of social decohesion in the face of multidimensional crisis in Lake Chad province

Abstract

Climatic variability, scarcity of resources and violence perpetrated by the Boko Haram jihadists are factors aggravating social tensions in the Lake Chad basin. The aim of this study is to analyze the weakening of social cohesion in the face of multidimensional crises in the Lake Chad province. Documentary research is complemented by primary data collected from 450 stakeholders. These qualitative

and quantitative data are processed into results in the form of maps, tables, figures and photos. The study shows that the partial drying-up of Lake Chad since the 1970s has led to a severe shortage of natural resources. This situation has fuelled identity, land and economic conflicts between communities. In this context of social fragility and precariousness, the terrorist group Boko Haram has been able to establish itself more easily in the region. It reveals that Boko Haram's presence and attacks have doubly affected social ties, firstly through pressure on natural resources, and secondly through suspicions that certain families or their children are in Boko Haram's ranks, regardless of whether they are willingly and/or forcibly recruited. However, the Lac province has 229 sites for displaced persons, of which the Dar Es-Salaam site alone covers an area of 232 ha, housing 18,794 refugees. In addition, this analysis shows that 51.32% of conflicts stem from agricultural areas, 21.81% from crop destruction, 19.16% from grazing and 7.71% from irrigation.

Keywords : *Dynamics, social decobesion, multidimensional crisis, province, Lake Chad*

Introduction

Dans le monde, environ 3,5 milliards de personnes vivent dans les villes (ONU-Habitat, 2015 :3). En cinquante ans, la taille moyenne des cent villes les plus peuplées de la planète est passée de 2 millions d'habitants en 1950 à 6,3 millions en 2000. La part des villes de plus de 5 millions d'habitants dans la population urbaine mondiale augmenterait de près de 18 % aujourd'hui à 22 % en 2025 et celle des villes de 1 à 5 millions d'habitants passerait de 21 % à 24 % (F. Lançon et al., 2014 : 47). Aujourd'hui, plus des personnes que jamais vivent dans un pays autre que celui où elles sont nées. Au 1^{er} juillet 2020, les migrants étaient estimés à 281 millions (soit environ 3,5% de la population mondiale, contre 2,8% en 2000 et 2,3% en 1980) dont 48% sont des femmes. Près de $\frac{3}{4}$ des migrants sont âgés de 20 à 64 ans, alors que 41 millions ont moins de 20 ans. Néanmoins, la plupart de ces migrants résident respectivement en Asie et Europe (31%), suivis de l'Amérique du Nord (21%), de l'Afrique (9%), de l'Amérique Latine et de Caraïbes (5%) et de l'Océanie (3%). C'est ainsi que Plus de 750 millions de personnes souffre d'une insécurité grave, représentant un soit 1/10 de la population mondiale. C'est ainsi que plus de deux (02) milliards de personnes n'ont pas un accès régulier à une alimentation sûre, nutritive et suffisante (FAO, 2020, p. 1). De 2013 à nos jours, les violences perpétrées par le groupe islamiste Boko Haram ont plongé plus de 6,9 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la sous-région du Lac-Tchad (M. I. Abdel-aziz et al., 2022, p. 2). La planète compte plus de 840 millions de personnes qui croupissent dans la misère, surtout dans les 50 pays les moins avancés dont 34 en Afrique (D. Konaté, 2005, cité par M. I. Abdel-aziz et al., 2021, p. 105). Cependant, bon nombre des personnes migrent par choix, d'autres le font par nécessité. Selon les estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le monde aura 35,3

millions des réfugiés à la fin de 2022 dont 5,9 millions des de réfugiés palestiniens sous le mandat de l'Office de secours et travaux des Nations Unies et 5,4 millions de demandeurs d'asile (HCR, 2021, p. 3).

La crise du bassin du Lac-Tchad est actuellement l'une des plus grandes crises humanitaires que connaît l'Afrique Sub-saharienne (M. I. Abdel-aziz et al., 2022, p. 1). Les violences liées aux djihadistes de Boko Haram dans le Nord-Est du Nigéria ont affecté certaines régions des pays voisins situés dans le bassin du lac Tchad, notamment, le Cameroun, le Niger, Nigéria et le Tchad avec des terribles conséquences socioéconomiques. Les violences ont déplacé des millions de personnes, mais aussi entravé l'accès aux terres et aux actifs agricoles (FAO, 2017, p. 15). Pareillement, la crise climatique représente une menace croissante pour les systèmes alimentaires et constitue un facteur majeur du changement climatique (FAO, 2018, p. 18). La diminution des précipitations impacterait non seulement le lac, mais aussi l'ensemble des populations vivant dans ce bassin, dont les moyens de subsistance reposent sur le rendement des cultures pluviales (T. Laferrière et al., 2011, p.3). La microcéphalie constitue une caractéristique majeure de l'urbanisation en Afrique. Elle se traduit par le poids écrasant d'une seule ville, particulièrement la capitale du pays, au détriment des autres centres urbains. Dans les années 1970, les conditions climatiques défavorables ont provoqué une crise agricole majeure, bouleversant le système en place et entraînant un déplacement des populations vers les centres urbains (B. Ndione, 2006, p.7). Dans les années 1970 et 1980, le Sénégal par les échanges commerciaux de l'arachide, faisait partie, avec la Côte d'Ivoire et le Nigéria, des pôles d'attraction des migrants en provenance des pays africains. Au Sénégal, les migrants provenaient des pays limitrophes (Cap-Vert, Guinée-Konakry, Guinée-Bissau, Mali et Mauritanie) et du Golfe du Bénin (Bénin, Côte d'Ivoire et Togo) (A. Sall, 2006, p. 16). Les flux de migrations internes sont très importants en Afrique de Ouest. Ce qui fait que le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont des taux de migration interne dans l'ordre de 62% des flux migratoires totaux, suivis par la Mauritanie avec 54% et le Niger de 47% (OIM, 2008, p. 5).

Au Tchad comme dans tous les autres pays du monde, la migration est marquée par les mouvements traditionnels des communautés nomades d'éleveurs, dictés par le rythme de la transhumance. Néanmoins, on distingue trois (03) types de migration : la migration volontaire se caractérise par l'exode rural, la migration économique, motivée par l'exploitation des richesses naturelles et le dynamisme de ses activités économiques et minières ; et les migrations forcées, causées par des crises naturelles ou anthropiques, entraînant des déplacements massifs en direction des s'installer dans des zones plus sécurisées (OIM, 2012, p. 1). Toutefois, la présente étude s'inscrit dans cette dernière catégorie. Cependant, comment le changement climatique affecte-t-il la cohésion sociale et contribue aux dynamiques migratoires dans la province du Lac ? En quoi les attaques de Boko Haram accélèrent la fragilisation des liens sociaux et amplifient davantage

la misère et suspicion entre les populations déjà affectées par les crises climatiques ? C'est à ces interrogations que nous voulons apporter de réponses tout au long de cette étude.

1. Matériels et méthode

1.1. Présentation du site d'étude

La province du Lac est l'une des 23 provinces du Tchad dont le chef-lieu est Bol. Géographiquement, la province du Lac est située entre 13° 27' 36" de latitude Nord et 14° 44' 24" de longitude-est. Elle a une superficie de 22 230 km² avec une population de 660 846 habitants, données issues de l'estimation fournie sur la base du recensement général de la population et de l'habitat du mai 2009. La province du lac est limitée au nord et à l'Est par le Kanem, au sud par Hadjer-Lamis, et à l'ouest par le Cameroun, le Nigéria et le Niger (INSEED, 2012, p. 12). Cette étude se déroule au Tchad dans la province du Lac (Figure 1).

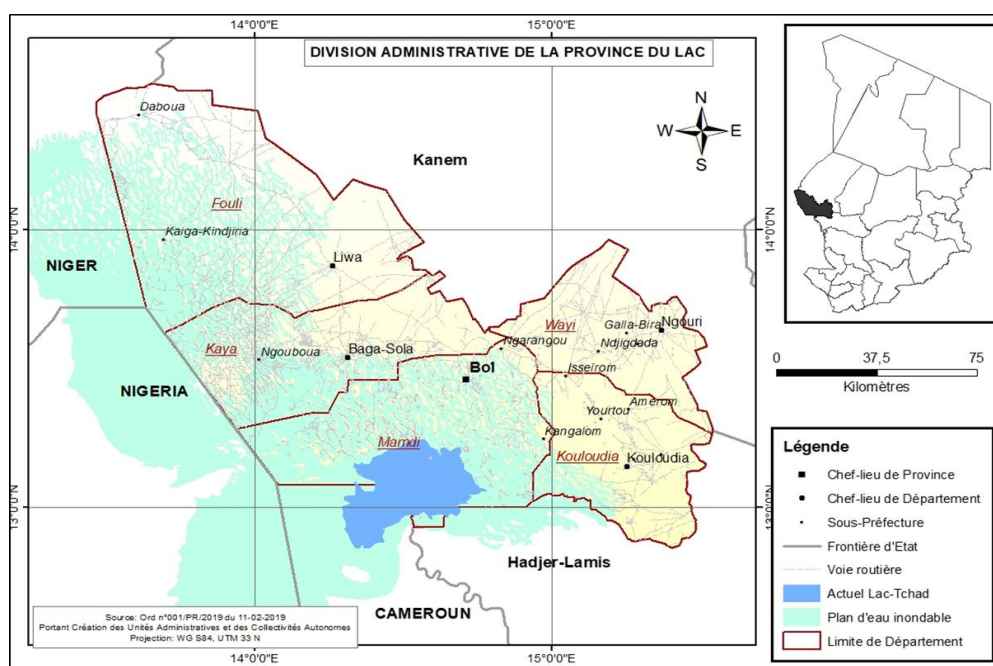


Figure 1. Localisation de la Province du Lac

Le choix de cette province s'explique par diverses raisons, d'abord, elle subit une péjoration climatique accélérée par la désertification et la réduction des eaux du lac Tchad et les incursions des djihadistes Boko Haram. En ce qui concerne les données secondaires, nous avons fait recours aux archives administratives (rapports et/ou résultats d'études), articles, mémoires ou thèses de doctorat et données webgraphiques. L'ensemble des documents relatifs à la problématique

du changement climatique et ses conséquences ont permis la mise en place d'une base de la littérature. Quant aux données primaires, nous avons effectué deux (02) missions sur le terrain avec des techniques scientifiques. Lors de ces missions, les échanges ont été intéressés d'abord à la compréhension du changement climatique et leurs conséquences dans cette partie du Tchad, et dans une seconde phase, au type des violences perpétrées par les djihadistes, l'intensité de leurs attaques et les stratégies de résilience adoptées par les acteurs pour pouvoir concilier et/ou relever ces énormes défis. Après cette étape, on descend aux services du Centre national de Recherche pour le Développement (CNRD) et à l'INSEED pour pouvoir collecter des données nécessaires pour la réalisation de cette étude. En effet, le CNRD a fourni les limites actualisées de la province du Lac (y compris la variation de superficies agricoles et des eaux). Ces données ont permis de réaliser la carte de localisation de la Province du Lac, celles des îles exploitables avant l'arrivée 2012 et jusqu'au 2024, à l'aide d'un logiciel cartographique appelé Arc-Gis. Il s'agit des spatiaux-cartes qui ont été préalablement géo-référencées, puis projetées suivant le système de coordonnées UTM (Univers Travers Mercator). Lors de ces différentes missions, les différentes photos ont été prises à l'aide d'un appareil photo numérique. Ces images photographiques ont subi des traitements préalables, afin de les rendre perceptible et/ou clairement déchiffrable. Il s'agit ici d'utiliser le logiciel Adobe Photoshop. C'est ainsi que nous avons justifié les affirmations à travers des illustrations factuelles.

Après la phase de collecte de données, leur traitement s'est fait à l'aide de nombreux outils dont les principaux sont informatiques. D'abord, nous avons procédé à un dépouillement manuel des fiches, puis passer à la codification numérique des données collectées. L'étape suivante a concerné la saisie des données suivant une configuration du logiciel Excel qui donne la matrice de toutes les variables permettant ainsi de produire des tableaux et graphiques. Les données qualitatives collectées lors des missions de terrain (entretiens semi-directifs), ont été exploitées et utilisées comme complément d'informations. Enfin, elles sont analysées et interprétées pour aboutir aux résultats.

1.2. Echantillonnage

Lors des opérations des enquêtes, aucun critère de choix préalable n'a été prévu et imaginé. Cependant, nous avons choisi au hasard 450 acteurs enquêtés dans divers villages de Mamdi, Fouli et Kaya. Ils étaient choisis en fonction de leurs disponibilités.

2. Résultats

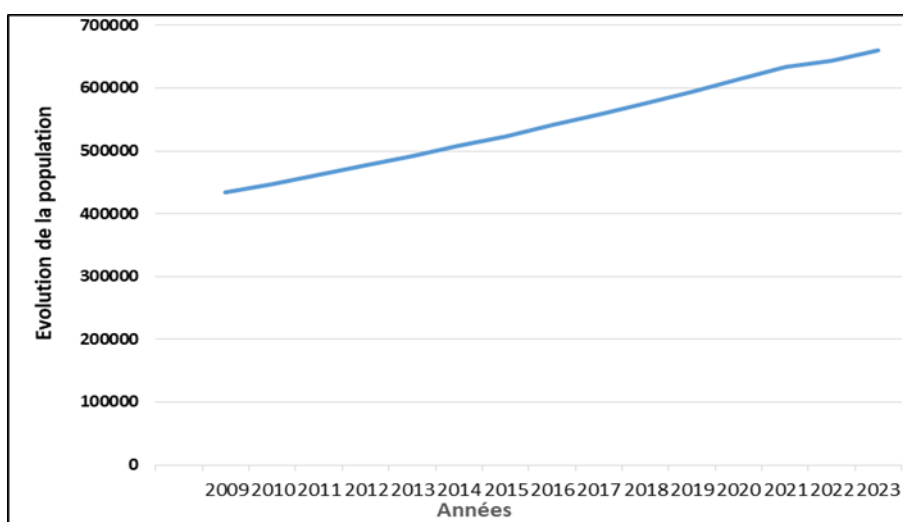
Les enquêtes de terrain et les observations attestent que la décohésion sociale résulte de deux (02) principaux facteurs, notamment les facteurs naturels et anthropiques.

2.1. Facteurs naturels

Aujourd'hui, la province du Lac fait face à une dégradation alarmante des liens sociaux, causée par des facteurs naturels tels que l'explosion démographique, surtout des crises climatiques et leurs conséquences.

2.1.1. Explosion démographique

D'après les enquêtes de terrain, la croissance démographique constituait autrefois un atout majeur pour le développement socioéconomique, en raison de l'abondance et de la générosité des ressources naturelles telles que les terres fertiles, les pâturages étendus et les ressources halieutiques du Lac Tchad. Cette dynamique démographique, principalement alimentée par l'accroissement naturel et la migration, permettait de soutenir les activités agricoles, pastorales et la pêche, piliers de l'économie locale. Par ailleurs, OCHA indique à travers un rapport que depuis quelques années, cette situation s'est profondément transformée avec arrivée massive de réfugiés (18.794 réfugiés dont 17.900 Nigériens (soit 95,39%) et 894 Nigériens (soit 4,71%)) et les déplacés (entre 169.000 et 336.124 et 20.000 pour Bohoma), fuyant les violences et incursions répétées de Boko Haram (OCHA, 2020, p. 11). C'est ainsi que ce bouleversement démographique a profondément déséquilibré les systèmes de production et intensifié la compétition pour l'accès aux terres cultivables, aux pâturages et aux points d'eau. Il en résulte des conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs, compromettant à la fois le développement économique local et la cohésion sociale dans la région. Dans ce contexte préoccupant, il est pertinent de retracer l'évolution de la population dans la province du Lac entre 2009 et 2023 (figure 1).



Source. INSEED, RGPH2, 2009 ; Projections, 2024

Figure 2. Evolution de la population de la province du Lac de 2009 à 2023

Il ressort de cette figure que la population du Lac augmente de manière exponentielle de 2009 à 2023. En effet, elle est partie de 433790 habitants en 2009 à 507783 habitants en 2014, puis à 594 397 en 2019 et à 660 846 habitants en 2023. Malgré le départ des autochtones vers les villes Tchadiennes et les pays africains en particulier la Libye ces quinze dernières années, la population de la province du Lac continue par augmenter de manière impressionnante. Autrement dit, le départ des autochtones n'a pas impacté la croissance démographique de cette province.

2.1.2. Dégradation des conditions climatiques

Les personnes ressources indiquent que la dégradation des conditions climatiques dans la province du Lac affecte les liens sociaux. En effet, la baisse du niveau du lac Tchad entraîne une raréfaction des ressources naturelles, accentuant les tensions entre pêcheurs, agriculteurs et éleveurs, autrefois liés par des mécanismes de coopération. Les aléas climatiques comme les sécheresses et les inondations poussent des populations à fuir leurs villages, ce qui fragilise les liens familiaux et détruit les solidarités traditionnelles. Par ailleurs, dans les zones d'accueil comme les camps de déplacés, les tensions sociales s'intensifient, notamment à cause de la concurrence pour les ressources limitées. C'est ainsi que la précarité économique, liée à la perte des moyens de climatisme n'est pas seulement une crise écologique mais aussi une crise sociale. Elle mine les relations de confiance, exacerbe les inégalités et détruit les mécanismes traditionnels de solidarité.

2.2. Facteurs Anthropiques

Il est question d'aborder la question rapportant à la jalousie, à la recomposition des liens sociaux et les conflits liés à l'usage des ressources naturelles et leurs modes de résolution.

2.2.1. Incursions de Boko Haram

Les enquêtes ont permis de noter que les attaques répétées de Boko Haram ont affaibli les institutions locales et rendent difficile toute réponse coordonnée ou efficace à la crise. Au-delà de la violence physique, le groupe sape les fondements mêmes du tissu social à travers diverses stratégies pour semer le chaos et la désolation. Les violences et la guerre psychologique menée par les djihadistes de Boko Haram réactivent les vieilles tensions ethniques et religieuses, créant ainsi un climat de suspicion généralisée et fragilisant aussi l'unité traditionnelle des communautés rurales. Le recrutement, souvent forcé et/ou volontaire de jeunes villageois par Boko Haram, installe la peur au sein même des familles, déclenchant des soupçons et des accusations mutuelles qui alimentent les divisions internes. L'un des effets les plus asphyxiants est en effet l'installation d'un climat de troubles, méfiances et divisions, où toute personne liée de près ou de loin à un combattant est soupçonnée. Ce qui fragilise durablement les liens sociaux. Cependant, des centaines de villages ont été désertés suite aux violences perpétrées de Boko Haram dans la province du Lac (tableau I).

Tableau I. Villages abandonnés en raison des attaques de Boko Haram dans le Lac

Département de KAYA		Département de MAMDI		Département de FOULI	
Baga-Sola		Bol		Liwa	
Kiderewa	Kanganya	Bol Titemi	Dodji	Wolloum kourouma	Foliya
Boula Kouboua	Tidimorom	Ngariya	Douboul-boula	Djidjolla	Médirom
Malloumber	Konokouwa	Kallam	Madé Ngurom	Wolloum Mboulou	Fodio
Chou-Ali	Foungoua	Goumochiro m	Djilloum	Kanguirerom	Laganarom
Foundjalla	Boungoumarom	Farnguini	Tebiré	Madja Kani	Ngoupouwa
Kapirom 1 et 2	Kallam				

Source : Mamadou Gana Boukar, Octobre et Novembre 2024

2.2.2. Jalousie lié aux biens luxueux

Les liens sociaux sont souvent mis à rude épreuve par des sentiments de jalousie et les stratégies parfois malveillantes dictées par des intérêts personnels. D'abord, la jalousie est innée chez les humains. Néanmoins, dans de nombreuses communautés, ce phénomène se manifeste particulièrement dans le contexte migratoire. En effet, les migrants, soucieux de maintenir le lien avec leurs familles restées au pays, envoient régulièrement des biens de valeur à leurs proches : vêtements luxueux, voiles, bijoux, bagues, téléphones portables, montres et autres articles. Ces cadeaux sont destinés en priorité aux épouses, parents et aux personnes avec qui, ils ont des rapports secondaires.

Ces envois jouent un rôle affectif important. Pour les couples séparés par la migration, ils permettent de conserver un lien émotionnel et symbolique malgré la distance. Pour les familles, ils traduisent une forme de réussite sociale du migrant et renforcent parfois leur statut au sein de la communauté. Cependant, cette dynamique génère aussi de fortes tensions sociales. Les femmes qui reçoivent régulièrement des biens de leurs conjoints ou de leurs proches migrants sont souvent l'objet de jalousies de la part de celles qui n'en reçoivent pas. Le contraste entre la pauvreté antérieure de certaines bénéficiaires et leur nouveau confort matériel peut susciter des suspicions, des commérages, voire des accusations de favoritisme ou de comportements inappropriés.

Ces tensions peuvent aller jusqu'à provoquer des conflits ouverts, déstabilisant l'harmonie sociale au sein du village ou du quartier. Les relations entre coépouses, voisines ou même membres d'une même famille peuvent se détériorer, nourries par des ressentiments liés aux inégalités perçues. Dans certains cas, cela peut entraîner des ruptures de liens familiaux, des exclusions sociales ou des actes de vengeance dissimulée. C'est ainsi que certains gestes d'amour et de solidarité se transforment parfois en une source de division et de déséquilibre. Ce phénomène

met en lumière la fragilité des équilibres sociaux dans des contextes marqués par la pauvreté, la migration et la compétition symbolique autour du prestige et des ressources.

2.2.3. Migration des jeunes mariés et recomposition des liens sociaux

Suite à la crise multiforme qu'a connue la province du Lac, après leurs mariages, les jeunes migrent vers les grandes villes du Tchad et d'autres pays (surtout la Libye). En effet, les migrants sont souvent de jeunes mariés qui, après leur lune de miel, cherchent encore leurs repères. Parfois, ils passent de deux à cinq ans loin de leurs proches, tout en subvenant aux besoins de leurs familles. Leur absence prolongée affecte particulièrement leurs épouses, qui se retrouvent seules pendant un an, voire deux ou trois ans, sans intimité conjugale. À l'occasion d'événements sociaux, certaines de ces jeunes femmes, en quête de compagnie, sortent avec des jeunes de leur village ou de villages voisins. Malheureusement, certaines femmes tombent en grossesse. À leur retour, certains jeunes migrants (maris) trouvent leurs femmes enceintes puis ils demandent à ce qu'on leur verse les dommages et intérêts en guise d'une réparation en exigeant une importante somme d'argent.

Cependant, en raison des liens sociaux qui unissent les deux familles, il arrive que les parents du mari interviennent souvent pour apaiser la situation, exhortant leur fils à pardonner et à renoncer aux compensations financières. Certains jeunes obéissent à la décision parentale et renoncent effectivement aux demandes d'indemnisation ou compensation financière. En revanche, d'autres refusent catégoriquement la proposition de leurs parents. Dans bien de cas, ceux généralement, qui ont pris leurs dommages et intérêts, quitter souvent leurs villages pour s'installer définitivement ou pour de longues périodes, que ce soit au Tchad où à l'étranger. Cette décision est souvent motivée par la détérioration des relations avec leurs parents ou leurs belles-familles. Ces dynamiques contribuent, au fil du temps, à fragiliser les liens sociaux et à affaiblir la solidarité communautaire.

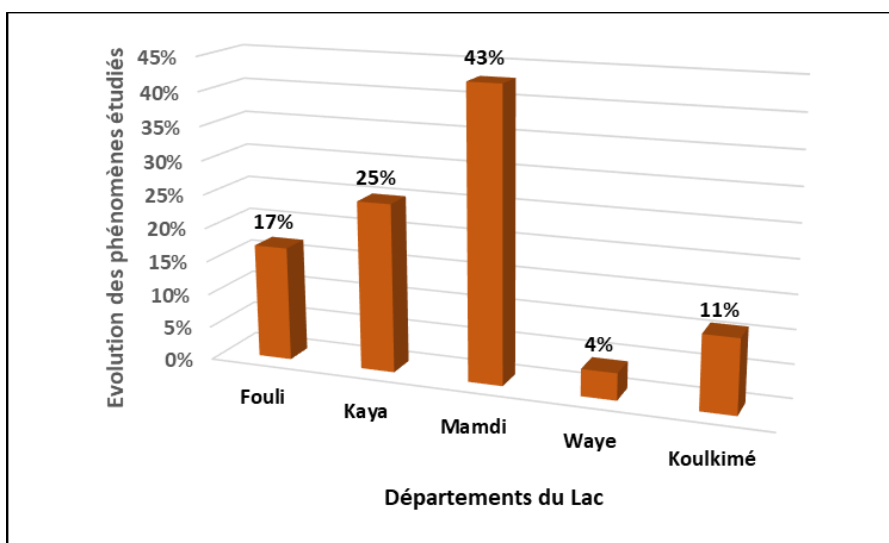
2.2.4. Conflits liés à l'usage des ressources naturelles et leurs modes de résolution

2.2.4.1. Conflits liés à l'usage des ressources naturelles

Dans la province du Lac, la gestion des ressources naturelles repose principalement sur des mécanismes coutumiers dirigés par les autorités traditionnelles (chefs de village, religieux et anciens) qui régulent l'accès aux terres agricoles, aux pâturages et aux zones de pêche. Entre 2010 et 2025, cette gouvernance traditionnelle a été mise à rude épreuve par une série de conflits récurrents entre communautés, dans un contexte de cohabitation fragile entre éleveurs et agriculteurs, aggravé par le changement climatique, l'insécurité et le manque de structures administratives efficaces. Les ressources naturelles, telles que les terres cultivables, les pâturages et les zones halieutiques, sont au cœur de

tensions structurelles, notamment pendant la saison sèche. Ces tensions s'intensifient en période de stress climatique, notamment durant la saison sèche. Par exemple à Tchoukoutalia et Bol, des affrontements sont fréquents lorsque les troupeaux envahissent les champs de mil ou de sorgho. À l'inverse, certains agriculteurs empiètent sur les couloirs de transhumance, bloquant le passage du bétail vers les points d'eau. D'autres conflits concernent les pêcheurs, autour de l'accès à certains bras du lac ou zones de pêche riches en ressources, et des rivalités intercommunautaires surgissent aussi à cause de limites cantonales mal définies, comme à Koulfoua et Kinasserom.

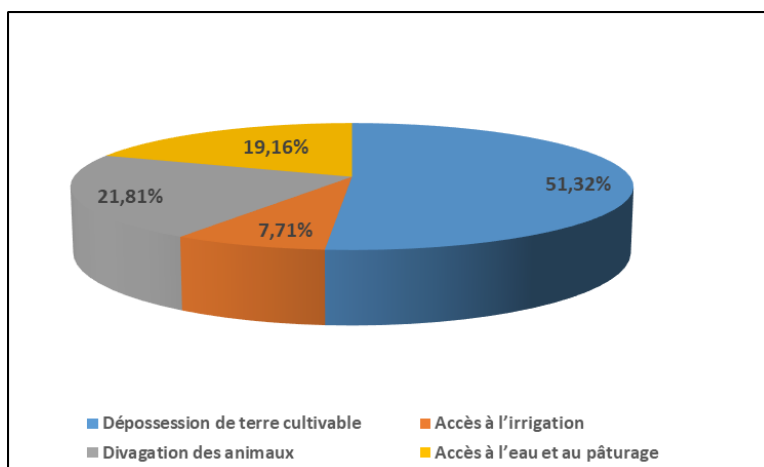
En 2019 par exemple, le canton de Bol a été le théâtre d'un affrontement violent entre communautés arabes éleveuses et populations kanembous autour de l'accès à l'eau et aux pâturages, aggravé par la baisse du niveau du lac Tchad et la pression démographique, révélant l'absence de médiation cantonale efficace. En 2022 à Ngouboua, des violences ont éclaté entre éleveurs peuls et pêcheurs boudouma à propos des droits d'usage des zones de pêche, exacerbées par l'influence de groupes armés exploitant les rivalités locales. Plus récemment, en mai 2025, un conflit à Kiskra a fait 7 morts et 343 blessés, entraînant le remplacement de certains responsables de la sécurité et la suspension du chef de canton. Par ailleurs, il est nécessaire de présenter les tendances des conflits et leurs origines dans la province du Lac (figures 3 et 4).



Source : Enquêtes de terrain, Mai 2025

Figure 3. Caractérisation des conflits liés aux ressources naturelles dans le Lac

La présente figure indique que les 42% des conflits sont enregistrés dans le département de Mamdi, vient Kaya avec 25% des conflits, respectivement Fouli et Koulikimé viennent provenir avec 17% et 11%, puis la chaîne est clôturée par le département de Waye avec 4% des conflits dans la province du Lac.



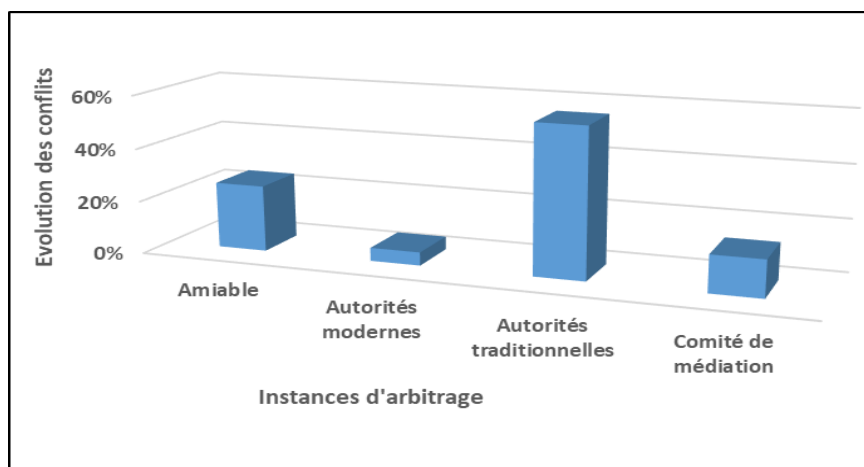
Source : Enquêtes de terrain, Octobre 2024

Figure 4. Caractérisation des conflits liés aux ressources naturelles dans la province du Lac

Il ressort de cette figure que les 51,32% proviennent de la dépossession de terre cultivable de manière injuste avec la complicité des autorités modernes et traditionnelles, 21,81% de divagation des animaux et/ou de destruction des cultures, 19,16% de différends provenant de l'accès aux ressources (eau et pâturage), enfin, à l'accès aux eaux d'irrigation.

2.2.4.2. Modes de résolution des conflits

La gestion de ces conflits repose surtout sur des mécanismes coutumiers impliquant autorités traditionnelles et comités de médiation. Des exemples de règlement, comme l'indemnisation par l'éleveur d'une récolte détruite, sont courants. Toutefois, les enquêtes ont permis d'identifier quelques types de résolution des conflits (figure 5).



Source : Enquêtes de terrain, Mai 2025

Figure 5. Mode de résolution des conflits liés aux ressources dans la province du Lac

Les données consignées à travers la figure 5, montrent que les 56% des conflits sont traités par les autorités traditionnelles, 25% à l'amiable, 14% par le comité de médiation et les autorités modernes avec 5% pour clôturer la chaîne. Cependant, la plupart des différends sont traités par les autorités traditionnelles, sauf qu'en cas d'échec, les litiges sont portés devant les autorités administratives. Toutefois, les enquêtes indiquent lorsque le problème est géré par les autorités modernes, vous payez deux (02) fois : la réparation de dégât et l'amende colossale à payer pour la gestion administrative (papier). Alors que c'est l'inverse avec les autres instances.

3. Discussion

Cette étude porte sur l'identifier et d'analyse les corrélations entre l'explosion démographique, les crises climatiques et les attaques répétées de Boko Haram dans la province du Lac Tchad. En effet, les résultats de cette étude sont semblables à ceux de nombreux travaux dont recherches dont à ceux de M. Ngaressem Goltob (1998), A. Dobingar (2001), M-A P. De Matcho (2004), D. F. Yves Bertrand (2010), B. Mahamat Ali (2015), N. Tob-ro (2016), Mbatbral (2018), B. Mahamat Ali et al., (2019), M. I. Abdel-aziz et al., (2019), B. Mahamat Ali (2024). Ils révèlent que tous les problèmes sociaux proviennent de l'explosion démographique induite par la croissance naturelle et surtout la migration induite par les diverses crises naturelles (sécheresses, inondations, vents violents...) et anthropiques (épidémies, guerres civiles et autres facteurs) de ces trente (30) dernières années.

Par ailleurs, la fragilisation des liens sociaux constitue une préoccupation majeure pour les autorités tchadiennes, notamment à travers les pouvoirs publics décentralisés (le gouverneur et ses collaborateurs), en raison des réalités sociologiques propres à la province du Lac. Cette région se distingue par une grande diversité ethnique, religieuse et politique. De ce fait, il est dans l'intérêt des populations locales d'accorder une attention particulière à la préservation de la concorde et de l'équilibre social existants.

À cet égard, I. Ajzen (1991), K. J-M. Koffi et *al.* (2014), ainsi que A. Sylvestre-Treiner (2017) soulignent que la décohésion sociale résulte de plusieurs facteurs, notamment la pauvreté économique, le chômage et, surtout, l'injustice, qui alimente la haine jusqu'au niveau national. Par exemple, en Côte d'Ivoire, certains politiciens ont contribué à la détérioration des liens sociaux entre les citoyens. Autrement dit, la médiocrité, le clientélisme, la corruption et d'autres pratiques contraires à l'éthique sont érigés en normes, au détriment des valeurs de mérite, d'excellence et de patriotisme. Cette situation rend impossible une redistribution équitable des biens et services, engendrant ainsi frustration et ressentiment. En conséquence, la patrie est souvent reléguée au second plan au profit des intérêts personnels ou familiaux. Contrairement aux études précédentes, celle-ci met en lumière d'autres facteurs aggravants, tels que la dégradation des conditions climatiques, les attaques de Boko Haram et leurs conséquences. L'ensemble de ces éléments contribue à une pauvreté économique chronique et à un taux de chômage élevé, particulièrement chez les jeunes.

Conclusion

L'analyse de la fragilisation de la cohésion sociale dans la province du Lac-Tchad met en lumière une conjonction de facteurs structurels et conjoncturels qui exacerbent les tensions entre les communautés. Les effets cumulatifs des changements climatiques, notamment l'assèchement du lac, la raréfaction des ressources naturelles, et les violences perpétrées par Boko Haram ont profondément altéré les dynamiques sociales, économiques et culturelles de la cette province. Par ailleurs, l'insuffisance des ressources disponibles (terres agricoles, pâturages et les points d'eau) a engendré une forte dispute en les acteurs ruraux. S'ajoute à cela le climat de méfiance le climat de méfiance généralisée entre les populations, où les appartenances familiales ou les soupçons d'affiliation à des groupes armés deviennent des facteurs de division.

Au-delà des crises induites par la croissance démographique surtout à travers les réfugiés et déplacés, l'étude a mis en évidence la nécessité d'apporter des réponses institutionnelles et communautaires à la crise. Il devient impératif d'adopter des approches intégrées, associant lutte contre l'insécurité, adaptation climatique, gestion équitable des ressources et renforcement des capacités locales de médiation.

Enfin, cette situation interpelle sur la durabilité de la paix dans le bassin du Lac Tchad, qui dépend largement de la reconstruction d'un tissu social aujourd'hui effiloché. Promouvoir le dialogue intercommunautaire, renforcer les mécanismes traditionnels de régulation sociale, et impliquer les jeunes et les femmes dans les processus de résilience apparaissent comme des leviers essentiels pour restaurer une cohésion sociale durable dans cette région confrontée à de multiples vulnérabilités.

Références bibliographiques

ABDEL-AZIZ MOUSSA Issa, 2022, *Production et commercialisation des légumes frais dans la ville de N'Djamena (Tchad)*, Thèse de Doctorat Ph.D, Université de Maroua, Cameroun, 488p.

ABDEL-AZIZ MOUSSA Issa, Mahamat Ali Brahim, Dénénodji Antoinette et KOSSOUMNA LIBA 'A Natali, 2022, *Insécurité alimentaire en lien avec le Boko Haram dans la Province du Lac (Tchad)*, Révue du Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés de l'Homme et de la Société, n° 29 du 16^{ème} année, Université de Lomé (Togo), ISSN : 1993-3134, p. 1-13.

AJZEN Icek, 1991, *The Theory of Planned Behavior, Organizational Behavior and Human Decision Processes*, vol. 50, no 2, p.179-211.

BANQUE MONDIALE, 2023, « La Banque Mondiale en Côte d'Ivoire », La BANQUE MONDIALE/ BIRD-IDA du 29 Septembre 2023 [En ligne]: <https://www.Banquemondiale.org/fr/country/cotedivoire/ove>

- DE MONTCLOS Marc-Antoine Pérouse, 2017, *Pour un développement humanitaire ?* Éditions IRD, 183p. 2017, Pour un développement humanitaire ? Éditions IRD, 183p
- DOBINGAR Allassembaye, 2001. Gestion spatiale et construction urbaine : l'assainissement, un révélateur de gestion urbaine à N'Djamena (Tchad), Thèse de Doctorat en Géographie, Université Louis Pasteur, Strasbourg (France), 455p.
- FAO, 2017, *Crise du bassin du Lac-Tchad : stratégies d'intervention*, Rapport, 12 p.
- FAO. 2012, *Etude sur la foresterie urbaine et périurbaine de N'Djamena, Tchad, Rôle et place de l'arbre en milieu urbain et périurbain*, Appui à la formulation d'une stratégie et d'un plan d'action à la recherche et développement.
- FREDERIC Lançon, OLIVIER Mora et FRANCIS Aubert, 2014, « L'extension urbaine à travers le monde: enjeux pour les villes et les campagnes », *Cahiers DEMETER*, 2014, 15, pp.83-100. hal-02517021
- INSEED, 2012, *Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Résultats définitifs (RGPH2)*, N'Djamena,
- KOFFI KOUAMEKAN Jean Marie, OUATTARA Mama, BALLE Jérôme et MATHIEU François-Régis, 2014, « Résiliences et équilibres en Côte d'Ivoire post-crise », *Éthique et économique*, Vol. 11, n°1, p.29-43.
- KONATE Drissa, 2005, *Contribution des ONG de développement dans la promotion socioéconomique des populations démunies de Cote d'Ivoire : cas de la commune d'Abobo*, mémoire de licence en socio anthropologie, Université de Cocody-Abidjan, 27p.
- LAFERRIERE Thérèse, BARBARA Bader, SYLVIE Barma, CLAIRE Beaumond, LUCIE De Bois, Ferdinand Gervais, Hélène Makdissi, Chantal Pouliot, Denis Savard, Anabelle Viau-Guay, Stéphane Allaire, Genevieve Therriault, Rolande Deslandes, Marie-Claire Rivard, Carole Boudreau, Sylvain Bourdon, Godelieve Debeurme et Anne Lessard, 2011, *L'étude de la réussite scolaire au Québec : une analyse historico-culturelle de l'activité d'un centre de recherche*, le CRIRES
- MAHAMAT ALI Brahim, 2015, *Quartiers périphériques de la ville de N'Djamena : cas du quartier Toukra*, Mémoire de fin d'étude de Master II de Géographie, FALSH, Université de Maroua, Cameroun, 115 p.
- MAHAMAT ALI Brahim, 2024, *Extension spatiale et désordre urbain dans la ville de N'Djamena*, Thèse de Doctorat de Géographie, Université de Maroua (Cameroun), 336p.
- MAHAMAT ALI, Brahim, ABDEL-AZIZ MOUSSA Issa, et GONNE Bernard, 2019, « Dynamique foncière et stratégies des acteurs à la périphérie sud de N'Djamena : cas de Toukra », *Cahier du Foncier du Tchad (CFT)*, Vol. 2, n°2, N'Djamena-Tchad, 150-161p.
- MBATBRAL Naskida., 2018, *Evaluation des impacts des déchets ménagers sur l'eau, sol et la santé humaine : le cas de la ville de N'Djamena (Tchad)*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Maroua (Cameroun), 441p.

NDIONE Babacar, 2006, *Contexte local et migration : Les dynamiques migratoires internationales dans les quartiers de la ville de Kaolack (Sénégal)*. Thèse de doctorat non publiée. Université René Descartes, Paris, France.

NGARESSEM GOLTOB Mbaye, 1998, *Croissance urbaine et problèmes de l'habitat à N'Djamena*, Thèse de Doctorat de 3ème cycle, Université de Cocody Abidjan, (Cote d'Ivoire), 419p.

SYLVESTRE-TREINER Anna, 2017, Côte d'Ivoire : on vit une bombe sociale, Libération du 26/2/2017 [En ligne], consulté le 16 juin 2025, URL : https://www.liberation.fr/planete/2017/02/26/cote-d-ivoire-on-vit-une-bombe-sociale_1551196/.

TOB-RO N'Dildé, 2015, *Gouvernance urbaine et aménagement au Tchad : production et attribution des terrains à bâtir à N'Djamena*, Thèse de Doctorat, Université de N'Gaoundéré, 435p.

YVES BERTRAND Djouda Feudjio., 2010, *Comprendre autrement la ville africaine*, Thèse en Sociologie, Université de Yaoundé I, Cameroun, 341p.